



Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Montreuil, le 17/04/2017

Réponse au collectif guyanais Or de question

Bonjour,

Tout d'abord nous tenons à rappeler que nous considérons que la Guyane, comme les autres territoires ultramarins, est une colonie et que les Guyanais•es, qu'ils soient Noirs marrons ou Indiens d'Amazonie, doivent pouvoir s'autodéterminer. Comme le mouvement social actuellement en cours en Guyane le montre, la France exploite la Guyane. Ce n'est pas pour rien que le collectif à la tête de ce mouvement s'est nommé « Pou Lagwiyann dékolé ». Nous considérons donc que c'est aux Guyanaises et aux Guyanais de décider comment protéger la forêt amazonienne de Guyane, qui est une des forêts tropicales la mieux préservée au monde. Pour répondre plus précisément à votre question, nous sommes totalement opposés à ce projet de mine d'or gigantesque pour plusieurs raisons :

- En premier lieu pour protéger un milieu naturel exceptionnel avec une biodiversité qui n'existe nulle part ailleurs. Ce projet prévoit une excavation monstrueuse et le broyage de centaines de millions de tonnes de roche pour extraire l'or convoité. Nous condamnons aussi l'orpaillage clandestin, mais les dégâts causés par cette mine seraient à une toute autre échelle. De plus il faudrait construire des infrastructures de transport, d'énergie en plein forêt tropicale.
- La dépense énergétique serait faramineuse.
- Les Guyanais n'auraient rien à en tirer. La société canadienne Columbus Gold ne sert que de paravent à la société russe Nordgold dont le bilan en terme de violation des droits de l'Homme est catastrophique dans les autres pays où elle opère.
- Nous sommes opposés à l'extractivisme et à tous les méga-projets miniers dont la seule finalité est de permettre aux multinationales minières de s'enrichir et au système capitaliste de perdurer.
- L'or n'a qu'une faible valeur d'usage, il est principalement utilisé en bijouterie et pour les contacts électriques en électronique.

Vous invoquez la COP 21, mais nous n'avons jamais cru aux engagements pris par la France ou les autres pays signataires de cet accord qui n'a rien de contraignant. Ce type de projet ne fait que confirmer que la grande messe de 2015 n'était qu'un paravent pour cacher l'inaction des gouvernements et l'absence de volonté politique à essayer de limiter au maximum la catastrophe climatique en cours.

Pour conclure, au-delà d'un moratoire, nous souhaitons que tous les projets miniers soient interdits au sein de la forêt tropicale amazonienne de Guyane. Nous combattons le capitalisme vert et refusons de donner une valeur monétaire à la nature et aux services qu'elle nous rend, mais en tout état de cause, ce réservoir exceptionnel de biodiversité, cette part du poumon vert qu'est l'Amazonie ont plus de valeur que tout l'or du monde.

Philippe Poutou